



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral du 01 JUIN 2026
portant levée de mise en demeure à l'encontre de la société SO.SAL.EX.
pour son dépôt de produits explosifs situé au lieu-dit Le Travès
sur le territoire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme (81490)**

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Laurent GANDRA-MORENO en qualité de sous-préfet de Castres ;
- Vu** le décret du Président de la République du 22 octobre 2025 portant nomination de Monsieur Simon BERTOUX en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment les articles suivants, qui disposent :
 - 21 – Protection contre la foudre*
« L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.
Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.
L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification »
 - 22 – Protection contre la foudre*
« L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. »
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2015 autorisant la société SO.SAL.EX. à exploiter un dépôt permanent de produits explosifs sur le territoire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 11 mai 2026 portant délégation de signature à Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;

- Vu** les prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2015, et notamment les points suivants, qui disposent :
- 2.2.1 – Implantation et distances d'isolement
« L'installation est implantée de manière à ce que la zone des effets létaux significatifs (Z2 pyrotechnique) ne sorte pas des limites de propriété. L'exploitant a la maîtrise foncière de cette zone. »
 - 2.6.1 – Système de détection
« Les locaux pyrotechniques disposent de détecteurs adaptés au risque incendie. »
- Vu** les arrêtés préfectoraux des 17 janvier 2025 et 19 mars 2026 mettant en demeure la société SO.SAL.EX. de respecter les dispositions des articles 21 et 22 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé et des points 2.2.1 et 2.6.1 annexés à l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2015 susvisé ;
- Vu** les rapports de l'inspection des installations classées des 12 décembre 2024, 26 janvier 2026 et 27 avril 2026 faisant suite respectivement aux visites d'inspection de l'établissement réalisées les 19 novembre 2024, les 19 janvier 2026 et 21 avril 2026 ;

Considérant que lors de l'inspection du 19 janvier 2026, il a été constaté que :

- les dispositifs de protection contre la foudre avaient fait l'objet d'une vérification périodique ;
- l'exploitant avait fait l'acquisition de la maîtrise foncière dans la zone des effets létaux significatifs ;

Considérant que lors de l'inspection du 21 avril 2026, il a été constaté que :

- les dispositifs de protection contre la foudre avaient fait l'objet de travaux de mise en conformité ;
- l'exploitant disposait de tous les documents relatifs à la protection contre la foudre ;
- le dépôt disposait d'un système de détection incendie ;

Considérant que face à ces constats, l'exploitant respecte de fait les exigences des arrêtés préfectoraux de mise en demeure des 17 janvier 2025 et 19 mars 2026 ;

Sur proposition de monsieur le sous-préfet de Castres,

Arrête

Article 1^{er} - Les mises en demeure notifiées à la société SO.SAL.EX., pour son dépôt de produits explosifs exploité sur le territoire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme, par arrêtés préfectoraux des 17 janvier 2025 et 19 mars 2026 sont levées.

En conséquence, les arrêtés préfectoraux des 17 janvier 2025 et 19 mars 2026 sont abrogés.

Article 2 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

- 1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 3 : Affichage et publication

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Saint-Salvy-de-la-Balme pour y être consultée par toute personne intéressée.

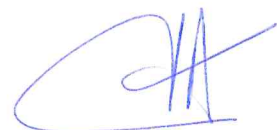
Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Exécution

Le sous-préfet de Castres, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie ainsi que le maire de Saint-Salvy-de-la-Balme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SO.SAL.EX.

Fait à Castres, le 01 JUIN 2026

Pour le préfet et par délégation,
le sous-préfet de Castres,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'L' followed by a series of vertical strokes and a horizontal line.

Laurent GANDRA-MORENO